



## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Planification et aménagement durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL.

## Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Arrêt du Bilan de la Concertation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

La révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Montpellier Méditerranée Métropole a fait l'objet d'une concertation pour associer, pendant toute la durée de l'élaboration du projet de révision du SCoT, les habitants, les associations locales et autres personnes concernées par la démarche. Le bilan de la concertation expose les modalités effectivement mises en œuvre et les moyens mobilisés, la teneur des observations et les enseignements qui en résultent, ainsi que la manière dont elles sont prises en compte dans le projet de SCoT révisé.

Les principaux éléments de ce bilan de concertation sont les suivants :

### LE DISPOSITIF DE CONCERTATION

La concertation autour du projet de révision du SCoT s'est faite de manière continue depuis la prescription du SCoT : ainsi, du 12 novembre 2015 au 4 juin 2018, un dispositif permanent de concertation a permis au public de s'informer, mais aussi de s'exprimer, sur le contenu et la forme du projet.

Cette concertation a été ponctuée de 3 temps forts qui correspondent à des étapes clefs de l'élaboration du projet :

- en mars-avril 2017, 10 réunions publiques, 6 territoriales et 4 thématiques, ont été organisées parallèlement au travail sur la déclinaison du PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable) en orientations et objectifs ;
- de juin à octobre 2017, l'écriture des pièces composant le SCoT a donné lieu à la mise à disposition progressive et successive des premières versions des pièces constitutives du projet de SCoT, puis d'une première version du document complet, ajustée au regard des avis déjà formulés par le public ;
- du 27 avril 2018 au 4 juin 2018, une dernière version du document, enrichie des premières contributions du public et des échanges avec les partenaires institutionnels, a été mise à disposition du public pendant 1 mois avant l'arrêt.

Lors de ces trois temps forts du processus de concertation, le dispositif de concertation a été renforcé afin de faciliter l'expression du public sur le projet de révision du SCoT, notamment par le déploiement de moyens d'expression complémentaires et par le renforcement de l'information du public sur le contenu et la démarche de révision du SCoT.

Par délibération du 12 novembre 2015 prescrivant la révision du SCoT, conformément aux articles L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme, le Conseil de Métropole a fixé plusieurs modalités de concertation pour accompagner les études et l'élaboration du projet :

- **« organisation d'une ou plusieurs réunions publiques de présentation et d'échange à l'échelle de secteurs territoriaux définis dans le cadre de la révision du SCoT » ;**

10 réunions publiques ont été tenues entre le 8 mars et le 4 avril 2017 : elles ont rassemblé près de 850 participants. Des annonces presse, des affichages en communes, des distributions de flyers annonçant les dates des réunions, un encart dans le magazine de la Métropole du mois de Mars 2017, des publications sur les réseaux sociaux et le site web de la Métropole, ont permis d'informer les habitants et les acteurs du territoire de la tenue de ces réunions publiques.

Six réunions publiques ont été organisées dans chacun des six secteurs territoriaux identifiés par le SCoT :

- le 8 mars 2017 à Lattes (Espace Lattara) pour le secteur Littoral (Villeneuve-lès-Maguelone, Pérols, Lattes),
- le 09 mars 2017 à Pignan (salle du Bicentenaire) pour le secteur Plaine Ouest (Saint Jean de Védas, Fabrègues, Lavérune, Pignan, Saussan, Cournonterral, Cournonsec),
- le 10 mars 2017 à Grabels (Salle polyvalente) pour le secteur Piémonts Garrigues (Grabels, Juvignac, Murviel-lès-Montpellier, Saint Georges d'Orques),
- le 14 mars 2017 à Saint-Drézéry (salle Cardonnet) pour le secteur Cadoule et Bérange (Vendargues, Baillargues, Saint-Brès, Castries, Saint-Drézéry, Montaud, Beaulieu, Restinclières, Sussargues, Saint Geniès des Mourgues),

- le 16 mars 2017 à Castelnau le lez (Palais des sports) pour le secteur Vallée du Lez (Castelnau-le-lez, Montferrier-sur-Lez, Clapiers, Jacou, Le Crès, Prades-le-Lez),
- le 17 mars 2017 à Montpellier (salle des Rencontres) pour le secteur Cœur de Métropole (Montpellier, Saint Jean de Védas, Juvignac, Grabels, Castelnau-le-lez, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Lavérune, Clapiers).

Quatre réunions publiques thématiques ont ensuite été tenues au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (salle Pelloutier) :

- le 21 mars 2017 sur les déplacements et les mobilités,
- le 22 mars 2017 sur l'environnement, l'agriculture, l'eau et la transition énergétique,
- le 23 mars 2017 sur l'habitat et le réinvestissement urbain,
- le 4 avril 2017 sur l'économie, le commerce, l'activité agricole et le tourisme.

Dans chacune de ces dix réunions publiques, le Président, Philippe Saurel, et la Vice-Présidente déléguée à l'aménagement et au développement durable du territoire, Stéphanie Jannin, ont présenté les motivations de la révision du SCoT et les orientations du PADD. En outre, dans le cadre des réunions publiques thématiques, les différents Vice-Présidents ont présenté les éléments de diagnostic et les objectifs propres aux sujets qui concernaient leurs délégations respectives, à savoir :

- Mme Jannin au titre de l'aménagement et du développement durables, dont l'environnement, l'habitat et l'espace public ;
- M Ségura, au titre du logement ;
- Mme Marion, au titre du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat ;
- Mme Touzard, au titre de la politique agroécologique et alimentaire ;
- Mme Galabrun-Boulbes, au titre de la prévention des risques majeurs et de la gestion des milieux aquatiques ;
- M Revol, au titre du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- Mme Lloret, au titre de la transition et de la performance énergétiques.

Ces présentations ont donné lieu à des débats avec la salle, qui ont notamment conduit les élus à apporter des premiers éléments de réponse en séance. L'ensemble de ces échanges ont directement permis d'alimenter le diagnostic, d'affiner certains objectifs et aspects particuliers du projet et de mieux appréhender quelques sensibilités ou impacts particuliers.

**- « publication d'un ou plusieurs articles dans le journal d'information de la Métropole et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ; »**

Le magazine de la Métropole, distribué à 244 000 exemplaires notamment dans les boîtes aux lettres de la population des 31 communes et disponible en libre-service dans la plupart des équipements publics de la Métropole, a relayé à plusieurs reprises le dispositif de concertation mis en place mais également le contenu du projet de révision du SCoT :

- le n°25 du MMMag (mars 2017) a annoncé par un article la tenue des 10 réunions publiques, en précisant le lieu, la date et l'heure de chacune des réunions ;
- le n°26 du MMMag (avril 2017) a fait état par un article de la tenue de ces réunions publiques et invité le public à faire part de ses contributions suite à ces réunions ;
- le n°27 du MMMag (mai 2017), a dédié un dossier de 8 pages à la révision du SCoT ; il a présenté les grandes lignes du PADD, puis a annoncé la mise à disposition du public dans les 31 Mairies, de l'ensemble des pièces du document, au fur et à mesure de leur élaboration ;
- les n°29 du MMMag (juillet-août 2017), n°31 du MMMag (octobre 2017) et n°38 du MMMag (mai 2018) ont inclus des articles appelant à la participation du public et rappelant les moyens d'expression mis en œuvre ;
- enfin, le n°39 du MMMag (juin 2018) a proposé un dossier de 8 pages précisant les orientations et objectifs fixés par le SCoT révisé pour les espaces naturels et agricoles du territoire (agriculture, biodiversité, gestion des risques notamment).

Un article de présentation des enjeux de la révision du SCoT a également été mis en ligne sur la page web dédiée au SCoT du site internet de Montpellier Méditerranée Métropole.

**- « mise à disposition d'un registre, sur lequel le public pourra faire connaître ses observations et contributions, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (aux jours et heures habituels d'ouverture). Une publication dans un journal local informera le public de la date de clôture dudit registre ; »**

Un registre a été ouvert et tenu à disposition du public au siège de la Métropole jusqu'au 4 juin 2018. L'ouverture de ce registre a été annoncée par voie de presse dans la rubrique Annonces Légales :

- du Midi Libre du 26 septembre 2016
- de La Gazette n°1476 du 29 septembre au 5 octobre 2016.

La clôture de ce registre a été annoncée par voie de presse dans la rubrique Annonces Légales :

- du Midi Libre du 22 avril 2018,
- de La Gazette n°1557 du 19 au 25 avril 2018.

Lors des temps forts de la concertation, du 20 juin 2017 au 31 octobre 2017 puis du 27 avril 2018 au 4 juin 2018, des registres complémentaires ont été ouverts dans les Mairies des 31 communes. L'ouverture de ces 31 registres complémentaires a été annoncée par voie de presse dans la rubrique Annonces Légales :

- du Midi Libre du 18 juin 2017,
- de La Gazette n°1513 du 15 au 21 juin 2017,
- du Midi Libre du 22 avril 2018,
- de La Gazette n°1557 du 19 au 25 avril 2018.

La clôture de ces 31 registres a également été annoncée par voie de presse dans la rubrique Annonces Légales :

- du Midi Libre du 28 septembre 2017,
- de La Gazette n°1528 du 28 septembre au 4 octobre 2017,
- du Midi Libre du 22 avril 2018,
- de La Gazette n°1557 du 19 au 25 avril 2018.

**- « le public aura, en outre, la possibilité d'envoyer ses observations par courrier à l'attention de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ; »**

Tout au long de la concertation le public a pu envoyer ses contributions par courrier à l'attention de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole : 12 courriers adressés au Président ont ainsi été reçus et traités durant ce processus de concertation.

En complément, une adresse e-mail a également été ouverte tout au long de la concertation afin de faciliter la formulation des avis du public : 40 contributions ont été reçues par le biais de cette adresse e-mail.

Par ailleurs, du 20 juin 2017 au 31 octobre 2017 puis du 27 avril 2018 au 4 juin 2018, un formulaire en ligne a également été mis en place : accessible depuis la page internet dédiée au SCoT, il a permis au public de déposer 99 contributions sur ces deux périodes clef de la concertation.

**- « mise à disposition de l'ensemble du projet de SCoT révisé, pendant un mois minimum, avant arrêt dudit document par le Conseil de Métropole, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (aux jours et heures habituels d'ouverture). Une publication dans un journal local informera le public du début de la mise à disposition de l'ensemble du projet de SCoT révisé. »**

Le dernier temps fort de la concertation a été l'occasion de mettre à disposition du public la dernière version du projet de SCoT révisé pendant un mois du 27 avril au 4 juin, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole mais également dans les Mairies des 31 communes. Le public a été informé de cette mise à disposition par voie de presse dans la rubrique Annonces Légales :

- du Midi Libre du 22 avril 2018,
- de La Gazette n°1557 du 19 au 25 avril 2018.

Pour compléter le dispositif d'information du public lors des temps forts de la concertation, une bannière dédiée à la révision du SCoT a été diffusée en continu sur la page d'accueil du site web de Montpellier Méditerranée Métropole, et des publications ont été faites à 7 reprises sur les réseaux sociaux. Les publications sur les réseaux sociaux incluaient la mise en ligne d'une vidéo en motion design, présentant les grands enjeux de la révision du SCoT et invitant le public à participer.

En complément des précédentes modalités, le Conseil de Métropole a précisé par délibération du 17 mai 2017 que **« la concertation associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées à l'élaboration du projet de révision du SCoT concerne la mise à disposition du public des documents constitutifs du dossier de révision de SCoT, en fonction de leur élaboration, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux jours et heures ouvrables habituels et sur son site internet [www.montpellier3m.fr](http://www.montpellier3m.fr). »**

Un dossier composé de toutes les versions des pièces du projet de SCoT révisé a été annexé au registre ouvert en continu au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'aux registres ouverts dans les 31

Mairies de la Métropole. Ces dossiers ont été alimentés au fur et à mesure de la production des pièces. Le public a ainsi été informé par voie de presse de la mise à disposition des premières versions :

- du **diagnostic socio-économique et spatial (Tome 1, Livre 1)**, dans la rubrique Annonces Légales du Midi Libre du 18 juin 2017 et de La Gazette n°1513 du 15 au 21 juin 2017 ;
- de l'**Etat Initial de l'Environnement (EIE) (Tome 1, Livre 2)**, dans la rubrique Annonces Légales du Midi Libre du 18 juin 2017 et de La Gazette n°1513 du 15 au 21 juin 2017 ;
- du **Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) (Tome 2)**, dans la rubrique Annonces Légales du Midi Libre du 18 juin 2017 et de La Gazette n°1513 du 15 au 21 juin 2017 ;
- du **Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) (Tome 3) et de ses plans de secteurs**, dans la rubrique Annonces Légales du Midi Libre du 18 juin 2017 et de La Gazette n°1513 du 15 au 21 juin 2017 ;
- de l'**Evaluation Environnementale (Tome 1, Livre 4)**, dans la rubrique Annonces Légales du Midi Libre du 14 septembre 2017 et de La Gazette n°1526 du 14 au 20 septembre 2017 ;
- de l'**Explication des choix retenus (Tome 1, Livre 3)**, dans la rubrique Annonces Légales du Midi Libre du 28 septembre 2017 et de La Gazette n°1528 du 28 septembre au 04 octobre 2017 ;
- du **Résumé non technique (Tome 1, Livre 5)**, dans la rubrique Annonces Légales du Midi Libre du 28 septembre 2017 et de La Gazette n°1528 du 28 septembre au 04 octobre 2017 ;

En complément de ces documents, près de 6000 plaquettes ont été distribuées dans les 31 Mairies et au siège de la Métropole, afin de faciliter la compréhension du projet par le public à partir d'un support plus synthétique.

Par ailleurs, la page dédiée au SCoT sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, a proposé en libre accès, pour consultation et/ou téléchargement, l'ensemble des pièces du projet de SCoT révisé ainsi que des documents aidant à la compréhension des objectifs de la révision (Bilan du SCoT de 2006, supports de présentation des réunions publiques, plaquette...). Un article de présentation des enjeux de la révision du SCoT a également été mis en ligne sur cette même page web pour exposer la démarche d'ensemble.

Tout au long du processus, plusieurs acteurs locaux se sont particulièrement saisis du dispositif de concertation : certains d'entre eux ont uniquement transmis des contributions écrites (comme GRDF et les associations ODAM, Terres de Lien, Maguelone-Gardirole, Castelnau Demain, Non au Béton, les Riverains du Quartier Nord Est de Grabels, Collectif de défense du quartier Courtarelles, association Pour la défense du Quartier de la rue du Contrôle-Baillargues, association des propriétaires de Naussargues, collectif Stop Linky) alors que d'autres ont aussi sollicité des rencontres avec les services de la Métropole (comme les associations Mosson Coulée Verte, Paysage de France et Saint Jean-Environnement). Des échanges avec certains acteurs du territoire ont également eu lieu pour enrichir le projet, notamment :

- le collectif des Garrigues,
- les professionnels de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage (l'Association des Urbanistes du Languedoc-Roussillon, l'Ordre régional des Architectes, la Fédération régionale des Paysagistes),
- ainsi que le monde agricole au travers du syndicat des Jeunes Agriculteurs et des 25 organismes professionnels agricoles mobilisés par le biais d'un partenariat établi avec la Chambre d'Agriculture.

Les différents apports des acteurs locaux ont ainsi permis d'affiner le contenu et de guider rédaction du projet de SCoT révisé en fonction des sensibilités exprimées.

## L'ENRICHISSEMENT DU PROJET GRÂCE A LA CONCERTATION

L'ensemble des sujets abordés lors de la concertation par le public est traité dans le bilan annexé à la présente délibération. Celui-ci remet en perspective la façon dont les contributions ont enrichi le projet de SCoT révisé.

La concertation ayant été conduite en continu tout au long de l'élaboration du document, le public a eu l'occasion de s'exprimer sur le projet à différents stades de son avancement, donnant lieu à des contributions de nature différente.

**En amont de la production des premières pièces écrites du projet de SCoT révisé**, le public a été sollicité pour partager la stratégie et les grands enjeux du SCoT. Les interventions lors des réunions publiques mais aussi les contributions écrites ont permis de traduire la stratégie en orientations et objectifs tenant compte des sensibilités exprimées. Il s'agit notamment des enjeux liés :

- à la préservation des espaces pour favoriser l'agriculture en particulier dans sa vocation alimentaire,
- à la prévention des risques, dont ceux liés aux inondations,

- à la conservation des ressources naturelles, à travers l'optimisation et le développement de l'économie circulaire par exemple,
- à l'optimisation de la gestion des déchets grâce notamment aux marges de progression du territoire sur le recyclage,
- à la préservation des paysages, de la biodiversité et des espaces littoraux,
- à la transition énergétique en utilisant les différentes ressources du territoire,
- à l'organisation de l'accueil de futurs habitants tout en respectant les grands équilibres du territoire,
- à la mobilisation de différents modes pour améliorer les mobilités sur le territoire (transport en commun, modes actifs et innovants, développement d'infrastructures afin de compléter le réseau routier),
- à l'amélioration de la couverture numérique, levier de développement économique et de mise en réseau,
- à la diversification de l'offre de logement,
- au soutien de l'économie de proximité.

Cette période, qui a précédé la production des différentes pièces du SCoT, a été l'occasion d'expression par plusieurs acteurs locaux. Le bilan de la concertation expose ainsi les contributions plus spécifiques d'acteurs du territoire et les thématiques qui ont été enrichies grâce à leurs contributions. Plusieurs sujets majeurs ont ainsi été approfondis : les règles à définir pour construire le socle de déploiement de la politique agro-écologique et alimentaire, la prise en compte du grand cycle de l'eau dans l'aménagement du territoire, la valorisation de l'arc des Garrigues comme lieu multifonctionnel, la préservation de la biodiversité, en particulier le positionnement fragile de la frange littorale et des étangs ou la gestion de l'intégration paysagère et écologique des infrastructures de contournement.

**Lorsque les différentes pièces du projet de SCoT révisé ont ensuite été produites,** le public a eu l'occasion de s'exprimer sur une proposition de rédaction, largement mise à disposition dans les 31 Mairies et sur le site internet. Entre juin 2017 et juin 2018, les contributions du public ont été nombreuses (environ 300 contributions) et ont principalement traduit :

- la volonté de préserver les espaces naturels de la Métropole,
- les attentes nombreuses liées à la protection et à la valorisation des terres agricoles en zone périurbaine,
- des inquiétudes sur le devenir des espaces naturels et agricoles à proximité des zones urbaines, notamment à Saint Jean de Védas,
- l'importance accordée par le public à la gestion de l'eau et de la ressource en eau,
- la demande d'implanter les « Tiny House » dans l'armature agro-naturelle du territoire,
- la préoccupation de certains participants à l'égard de la préservation du littoral,
- les problématiques de la circulation routière sur le territoire métropolitain, et particulièrement les difficultés de circulation dans la Plaine Ouest,
- l'attente forte du public vis-à-vis de la desserte en tramway,
- le besoin de développer les modes de déplacement actifs,
- la demande du public en équipements pour maintenir la qualité de vie et répondre aux besoins liés à la croissance démographique,
- la volonté de respecter de l'identité des communes et la qualité de vie lors de la réalisation des nouveaux quartiers de logement,
- l'attention portée aux identités villageoise et au patrimoine local,
- l'impression d'un développement économique déséquilibré en défaveur de l'ouest et du nord de la Métropole,
- la volonté de préserver et optimiser les carrières du territoire.

On compte par ailleurs quelques mobilisations sur les sujets de la qualité de l'air, du climat ou encore de la gestion des déchets. Certains participants ont également exprimé leur point de vue sur l'évolution de certains sites (Boirargues-Cambacérès à Lattes, La Barthe à Fabrègues, Plan Goutier à Clapiers, Mameremonte et Roquefaysse à Saint Jean de Védas).

**De manière générale, la plupart des contributions formulées dans le cadre de la concertation mise en place pour la révision du SCoT de Montpellier Méditerranée Métropole a porté sur des éléments déjà intégrés dans le document.** Ainsi, une grande partie des contributions trouve des réponses dans le projet de SCoT mis à disposition, notamment celles relatives à l'organisation des déplacements routiers et collectifs, tout particulièrement dans la Plaine Ouest ; aux moyens à mettre en œuvre pour répondre au défi de la croissance démographique tout en respectant l'identité des territoires, villes et villages ; à la préservation des espaces agro-naturels pour développer des pratiques agroécologiques et alimentaires ; à la valorisation des « poumons verts » ; à l'adaptation au changement climatique à travers par exemple la préservation des

ressources et l'anticipation des risques ; à la localisation des différentes polarités économiques dans les tissus urbains mixte ou dans les parcs d'activités.

Afin d'assurer une meilleure lisibilité pour le public, le Bilan de la Concertation développe de façon détaillée le contenu des contributions sur chacun des sujets abordés et le met en regard avec les orientations du projet de SCoT révisé.

Sur certains sujets précis, les remarques du public ont permis de faire évoluer le projet de SCoT révisé dans des proportions variables.

**Certains participants ont visé des sujets traités par le SCoT mais dans un degré de précision qui ne relève pas de son échelle d'application** : à ce titre le document n'a pas pu explicitement intégrer les demandes du public. Cependant, des précisions de rédaction ont été apportées afin de permettre aux documents de planification ou aux outils opérationnels adéquats de répondre aux attentes exprimées (demandes formulées sur les formes urbaines de Boirargues-Cambacérès par exemple).

**D'autres participants ont suggéré d'apporter des modifications au contenu du document.** Les éléments proposés par le public ont été intégrés au document lorsqu'ils étaient conciliables avec le projet de révision du SCoT et son échelle d'application, mais également avec les réalités locales. Les points les plus significatifs ayant fait l'objet d'ajustement sont :

- **les modes de déplacement actifs (ou doux)** : le niveau du SCoT ne permet pas d'établir à son échelle (1/25 000ème) un réseau des modes actifs. Toutefois, en écho aux observations démontrant l'attachement du public à ces modes essentiels de déplacements décarbonés et non polluants, le (Document d'Orientations et d'Objectifs) DOO du SCoT a été complété par la carte des grands axes cyclables du territoire. Ceci permet de consolider la volonté exprimée par le SCoT de structurer un réseau dédié aux modes actifs, dans le cadre de l'aménagement d'un « territoire des courtes distances » et en complément des différentes mesures qu'il définit pour systématiser la prise en compte des modes actifs dans l'aménagement du territoire. Il est, par ailleurs, précisé que, parallèlement à la révision du SCoT, la Métropole a décidé d'engager l'élaboration d'un « Schéma directeur des modes actifs » destiné à définir les éléments destinés à être intégrés, avec plus de précisions, dans le Plan de Déplacements Urbains (PDU) et dans le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), tous deux en cours d'élaboration ;
- **la diversité de l'habitat** : les opérations « d'habitat participatif » seront ajoutées dans les opérations susceptibles de participer activement à l'orientation visant à « offrir des logements diversifiés et accessibles aux ménages locaux » afin de répondre au besoin exprimé par le public d'assurer le développement de formes d'habitats diversifiées.

De manière générale, au regard des contributions recensées, les moyens mis en place dans la phase de concertation préalable ont effectivement permis au public d'accéder à des informations pertinentes et suffisamment claires pour qu'il puisse formuler des observations souvent adaptées au document concerné et ce, dans un délai raisonnable.

Le bilan de la concertation ci-annexé comporte un recensement et une analyse exhaustifs des observations de manière à informer le public du traitement de celles-ci.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- arrêter le bilan de la concertation menée en vue de la 1ère révision du SCoT en application des dispositions des articles L103-2 et L 103-6 du Code de l'urbanisme ;
- faire procéder à l'affichage, en application des dispositions de l'article R143-7 du Code de l'urbanisme, de la présente délibération pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et dans les mairies des 31 communes membres de la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- M2018-335.pdf
- retour liste annexe m2018-335.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.